

**AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE**

**Identification du Pouvoir Adjudicateur :**

CRISTAL HABITAT  
Le Cristal  
1 place du Forum  
73025 CHAMBERY

**Procédure de passation :**

Marché de Maîtrise d'oeuvre en procédure adaptée ouverte, selon l'article 42-2 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

**Objet du marché :**

CONSULTATION MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE  
CHAMBERY – 40 boulevard Gambetta "Tour du Stade"  
Réhabilitation et résidentialisation de la Tour (68 logements)

Le coût prévisionnel des travaux est fixé à 3 245 000,00 Euros H.T.

**Contenu de la mission de Maîtrise d'Oeuvre :**

Contenu de la mission de maitrise d'oeuvre :

- APS – Avant-Projet Sommaire
- APD – Avant-Projet définitif
- PRO – Etudes de projet
- ACT – Assistance pour la passation du contrat de travaux
- VISA – Conformité et visa d'exécution des travaux
- DET – Direction de l'exécution des travaux
- EXE – Etudes d'exécution et de synthèse
- OPC – Ordonnancement, pilotage et coordination
- AOR – Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

**Conditions relatives aux marchés :**

- Modalités de financement : Selon les modalités de financement des organismes de logements sociaux dotés d'une comptabilité commerciale.
- Modalités de règlement des comptes : Conditions du C.C.A.G.-PI, le délai global de paiement est de 30 jours.
- Forme juridique que devra revêtir le groupement : Groupement conjoint avec mandataire solidaire.

<b>Pièces relatives à la candidature :</b>
--

**1 - Pièces pouvant être remises lors de la candidature :**

- Attestation de régularité fiscale (à retirer en ligne à partir de votre compte fiscal, ou auprès de votre service impôt gestionnaire);
- Attestation sociale (à retirer auprès des services sociaux ou en ligne sur le site [www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr)).

**2 - Pièces devant être remises lors de la candidature :**

- **Les candidats peuvent utiliser pour présenter leur candidature :**
  - o Lettre de candidature (nous vous invitons à utiliser le formulaire DC1 disponible gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr));
  - o déclaration du candidat (nous vous invitons à utiliser le formulaire DC2 disponible gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)).
- **Capacités juridiques :**
  - o Extrait K-bis datant de moins de 3 mois
  - o Déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
  - o Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- **Garanties professionnelles et/ou techniques du candidat :** (article n° 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016)
  - o - Une note de présentation de l'équipe, de sa composition et de ses moyens (chiffre d'affaires, effectifs, CV des intervenants)
  - o - Un dossier de références de projets de moins de 5 ans
- **Capacités économiques et financières :**
  - o Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
  - o Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels concernant les trois dernières années.
  - o Attestations d'assurance responsabilité civile à jour.

<b>Critères de sélection des candidatures :</b>
---

- Garanties et capacités techniques et financières
- Capacités professionnelles
- Capacités de l'entreprise aux respects des délais prévus

<b>Critères d'attribution :</b>
---------------------------------

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction, des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

<i>Critères et sous critères</i>	<i>Pondération</i>
1 - Prix des prestations	40 %
2 - Les références	30 %
3 - Note méthodologique	30 %

Une visite du site (parties communes et abords) devra être faite en prenant rendez-vous auprès de Madame Anne-Marie CAILLE (04.79.71.88.37 ou 06.71.89.21.67).

La présente consultation pourra faire l'objet d'une phase de négociation avec l'ensemble des concurrents dans le respect des critères encadrant la commande publique.

**Condition de délais :**

- **Date limite de réception des candidatures et des offres** : mardi 12 février 2019 à 11h00
- Délai minimum de validité des offres : 90 jours.

**Autres renseignements :**

• **Renseignements complémentaires** :

Les renseignements complémentaires sont envoyés, via notre profil acheteur - [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com) - , aux candidats qui les demandent au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

• **Les renseignements techniques et administratifs** :

Les renseignements complémentaires (qu'ils soient d'ordre administratif ou d'ordre technique) sont à transmettre via la plateforme de dématérialisation : [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com)

• **Adresse à laquelle doivent être envoyés les plis** :

La transmission des documents par dématérialisation étant devenue obligatoire à partir du 1er octobre 2018 pour les marchés supérieurs à 25 000.00 €uros H.T., aucune candidature ni offre ne sera acceptée en version papier.

Les plis seront à adresser par voie électronique à l'adresse suivante : [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com). Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur informera, par voie dématérialisée, l'acceptation ou le refus d'une candidature ou d'une offre.

Complément d'informations sur l'envoi des offres par voie dématérialisée : se référer au règlement de consultation.

• Instance chargée des procédures de recours et adresse à laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours : Tribunal de Grande Instance de Chambéry

- **Date d'envoi du présent avis à la publication** : 22 janvier 2019